

Convention de placement automatisé de trésorerie

Conditions Générales

Septembre 2009

Préalablement il est rappelé que :

Le Client a signé avec la Caisse d'Épargne une convention de compte courant.

A cet égard, il est expressément rappelé que « dans le cas où, pour la commodité des écritures, plusieurs comptes seraient ouverts en euros au nom du Client, ceux-ci formeront à tout moment un compte courant unique (ci-après «le Compte courant»). Les soldes de ces différents comptes entreront ainsi dans un compte courant indivisible, présentant à tout moment un solde unique. Par compte courant il convient d'entendre le compte principal et les sous comptes désignés aux Conditions Particulières à l'exception du compte dit de règlement. De même, le solde unique visé ci-dessus n'inclura pas, pour les besoins des opérations visées aux présentes, le solde du compte de règlement.

CECI ETANT RAPPELE, II EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET

Le Client souhaite rentabiliser l'excédent de trésorerie dont il dispose sur le compte courant, ouvert dans les livres de la Caisse d'Épargne et dont le numéro ainsi que celui des différents sous comptes qui lui sont rattachés figurent aux Conditions Particulières de la présente convention.

A cet effet, le Client donne ordre à la Caisse d'Épargne d'investir automatiquement la somme disponible dépassant un pied de compte, ci-après défini et fixé par le Client aux Conditions Particulières, en vue de leur investissement en OPCVM dans les conditions et selon les modalités faisant l'objet des présentes.

Le Client donne ainsi ordre à la Caisse d'Épargne de réaliser, automatiquement sur son compte courant, des opérations de trésorerie en procédant à la souscription ou à la cession/rachat de parts d'OPCVM dans le strict respect des conditions et modalités définies à la présente convention.

Article 2 - CORRESPONDANT INTÉGRAL CASH TRÉSORERIE

2.1. Le Correspondant INTÉGRAL CASH TRÉSORIE RIE représente le Client pour l'ensemble des opérations liées à l'offre INTÉGRAL CASH TRÉSORERIE. Il est donc l'interlocuteur privilégié de la Caisse d'Épargne.

2.2. Le Correspondant INTÉGRAL CASH TRÉSORERIE est désigné par le représentant légal du Client dénommé aux Conditions Particulières. Cette désignation se fait dans les Conditions Particulières des présentes.

A défaut de désignation d'un Correspondant INTÉGRAL CASH TRÉSORERIE, le représentant légal du Client est considéré comme assurant cette fonction. Le Correspondant INTÉGRAL CASH TRÉSORERIE désigné s'engage à représenter le Client dans le cadre de la présente convention à compter de la signature de celle-ci, jusqu'à sa révocation par le Client.

A l'égard de la Caisse d'Épargne, l'enregistrement du Correspondant INTÉGRAL CASH TRÉSORERIE reste valable tant que la Caisse d'Épargne n'a pas enregistré, à la demande du Client effectuée par Lettre Recommandée avec demande d'Avis de Réception, un nouveau Correspondant INTÉGRAL CASH TRÉSORERIE.

2.3. Le Client s'engage à informer la Caisse d'Épargne dans les meilleurs délais suivants la signature de la présente, de l'identité de la personne désignée en qualité de Correspondant INTÉGRAL CASH TRÉSORERIE par la transmission de l'annexe n°1 dûment remplie et signée.

Article 3 - SEUIL ET MONTANT D'INVESTISSEMENT/DÉSINVESTISSEMENT

3.1. Seuil d'investissement/désinvestissement (ci-après dénommé « Pied de compte »)

Le Client fixe le pied de compte, c'est-à-dire le solde minimum du Compte Courant :

- à partir duquel le surplus de liquidités est automatiquement investi en parts d'OPCVM, selon les modalités précisées à l'article 4 ;
- en dessous duquel des parts d'OPCVM sont automatiquement vendues, selon les modalités précisées à l'article 4, afin que le Compte Courant atteigne à nouveau ledit Seuil.

Selon le choix du Client précisé aux Conditions Particulières, ce Pied de compte peut être fixé comme suit :

- Pied de compte fixe en euros,
- Pied de compte en pourcentage du solde avec détermination d'un pied de compte minimum et d'un pied de compte maximum.

3.2. Montant minimum d'investissement/désinvestissement (ci-après dénommé « Montant Minimum ») :

Il est prévu un Montant Minimum d'ordre au-dessous duquel aucun ordre ne pourra être exécuté. Ce Montant Minimum est fixé par le Client aux Conditions Particulières.

Article 4 - MODALITES D'INVESTISSEMENT OU DE DESINVESTISSEMENT

Dans le cadre du franchissement, à la hausse ou à la baisse, du Pied de compte et sous réserve que le Montant Minimum soit atteint, l'investissement et le désinvestissement s'effectueront dans les proportions et selon les modalités fixées ci-après.

Les Calculs relatifs aux investissements/désinvestissements seront effectués chaque jour ouvré dans le respect du calendrier de la Caisse d'Épargne et sur la base des opérations comptabilisées la veille. Les ordres de souscriptions/rachats seront communiqués le jour du calcul, en valeur Jour.

4.1. Modalités de fonctionnement

4.1.1. En cas d'Investissement

Par la présente, dès lors que le Compte Courant enregistre un solde supérieur au Pied de compte visé à l'article 3 (sous réserve de respecter le Montant Minimum d'investissement/désinvestissement), le Client donne ordre à la Caisse d'Epargne de :

- Prélever automatiquement sur le Compte de règlement, visé aux Conditions Particulières de la présente convention, la somme disponible au-delà dudit Pied de compte,
- Investir automatiquement cette somme disponible en parts d'Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières (OPCVM) choisis par le Client et selon les conditions et modalités fixées par lui.

Il est précisé que les OPCVM proposés à la présente convention appartiennent à une gamme de durée de placement comprise entre quelques jours et trois (3) mois.

4.1.2. En cas de désinvestissement

Par la présente, dès lors que le Compte Courant enregistre un solde inférieur au Pied de compte (sous réserve de respecter le Montant Minimum), le Client donne ordre à la Caisse d'Epargne de :

- Céder automatiquement des parts d'OPCVM dans les conditions et selon les strictes modalités de désinvestissement fixées par le Client et définies à l'article 4.2,
- Créditer automatiquement le Compte de règlement du produit de cette vente de parts d'OPCVM, afin d'atteindre à nouveau le Pied de compte.

De convention expresse, dès lors que les conditions automatiques de désinvestissement fixées par le client sont réunies, l'ordre de disposition donné par le client à la présente convention, est réputé réitéré de manière expresse et distincte à la Caisse d'Epargne à chaque opération de réalisation.

Il est expressément précisé que la Caisse d'Epargne ne saurait avoir de rôle actif dans la décision et l'orientation des cessions de parts à réaliser en fonction du solde du compte courant. Chaque opération de réalisation de tout ou partie des parts dont le montant sera porté au crédit du Compte de règlement s'inscrira par conséquent dans le cadre d'un **placement automatisé** strictement défini par le Client.

4.2. Options d'investissement et de désinvestissement

Les options déterminées par le Client constituent des ordres automatiques d'investissement/désinvestissement. L'outil calculera au plus proche de ces ordres, afin de réaliser l'investissement maximal ou désinvestissement minimal au regard du Pied de compte fixé par le Client.

4.2.1. Investissement

Le Client choisit aux Conditions Particulières l'un des protocoles suivants.

- Protocole 1 : Investissement en totalité sur un unique support OPCVM.
Le montant de l'investissement sera intégralement destiné à souscrire des parts de l'OPCVM choisi par le Client aux Conditions Particulières. Dans l'objectif d'optimisation du montant du placement, il sera choisi, en cas de sélection de ce protocole dans les Conditions Particulières, un support OPCVM décimalisé.
- Protocole 2 : Priorisation par support OPCVM
Le montant de l'investissement sera réparti selon les priorités d'investissement fixées par le Client aux Conditions Particulières. L'outil informatique investira le maximum du solde disponible situé au-delà du Pied de compte calculé sur l'OPCVM priorité 1 puis investira le reliquat sur l'OPCVM 2.
- Protocole 3 : Répartition du montant de l'investissement en pourcentage
Le montant de l'investissement sera réparti en parts d'OPCVM en fonction de pourcentages, de la somme disponible à placer, fixés par le Client dans les Conditions Particulières. Le Client peut sélectionner jusqu'à 3 supports OPCVM.
- Protocole 4 : Répartition du montant de l'investissement par tranches :
Le montant de l'investissement sera réparti en parts d'OPCVM par tranches selon les modalités fixées par le Client dans les Conditions Particulières. Le Client peut fixer 3 tranches d'investissement sur 3 OPCVM différents. La somme à placer sera investie sur l'OPCVM n°1 à hauteur de la tranche n°1. Une fois ce montant d'investissement atteint, la somme restante sera investie sur l'OPCVM n°2 à hauteur du montant de la seconde tranche. Une fois le montant de la seconde tranche investi en totalité, le reliquat sera investi sur l'OPCVM n°3.

4.2.2. Désinvestissement

- Protocole 1 : Désinvestissement en totalité sur un unique support OPCVM
Lors d'un désinvestissement, l'outil informatique vendra les parts de l'OPCVM choisi par le Client aux Conditions Particulières.
- Protocole 2 : Priorisation par Support OPCVM
Lors d'un désinvestissement, l'outil informatique appliquera par ordre décroissant les priorités fixées par le Client aux Conditions Particulières sous réserve du strict respect des conditions afférentes aux supports OPCVM sélectionnés.
- Protocole 3 : Répartition du montant du l'investissement en pourcentage :
Lors de désinvestissement, l'outil informatique calculera automatiquement les cessions qui seront à réaliser afin de conserver la composition du portefeuille titres dans les proportions fixées par le Client à la signature de la présente convention tout en rétablissant le solde du compte courant au niveau du Pied de compte d'investissement/désinvestissement également fixé par le Client.
- Protocole 4 : Répartition du montant de l'investissement par tranches :
Lors du désinvestissement, l'outil informatique calculera les cessions à réaliser par ordre décroissant des tranches fixées par le Client pour l'investissement. Ainsi, la tranche 3 fera d'abord l'objet d'un désinvestissement, puis la tranche 2 et ensuite la tranche 1.

4.2.3. Décimalisation des supports OPCVM de la convention

Le client a la possibilité de choisir le niveau global de décimalisation des supports OPCVM sélectionnés dans le cadre de sa convention de Placement Automatisé de Trésorerie. Dans les conditions particulières, le client indiquera le mode de décimalisation retenu :

- Choix 1 : Supports non décimalisés - Aucun des supports OPCVM choisi dans la convention ne fera l'objet de décimalisation, chaque part sera calculée en part entière.
- Choix 2 : Décimalisation à 1 décimale maximum - Les supports décimalisables seront au plus décimalisés à hauteur d'une décimale. Les supports

non décimalisables resteront non décimalisés.

Choix 3 : Décimalisation à 2 décimales maximum - Les supports décimalisables seront au plus décimalisés à hauteur de deux décimales. Les supports dont la décimalisation d'origine (Cf. Notices d'information et Prospectus Simplifiés des supports OPCVM) est inférieure à une décimalisation en centièmes de part (2 décimales) conserveront la décimalisation d'origine.

Choix 4 : Décimalisation à 3 décimales maximum - Les supports décimalisables seront au plus décimalisés à hauteur de trois décimales. Les supports dont la décimalisation d'origine (Cf. Notices d'information et Prospectus Simplifiés des supports OPCVM) est inférieure à une décimalisation en millièmes de part (3 décimales) conserveront la décimalisation d'origine.

Choix 5 : Décimalisation à 4 décimales maximum - Les supports décimalisables seront au plus décimalisés à hauteur de quatre décimales. Les supports dont la décimalisation d'origine (Cf. Notices d'information et Prospectus Simplifiés des supports OPCVM) est inférieure à une décimalisation en dix-millièmes de part (4 décimales) conserveront la décimalisation d'origine.

4.3. Ouverture d'un compte de règlement

Pour la réalisation des opérations relatives à la présente convention, la Caisse d'Epargne procédera, s'il n'existe pas au jour de la signature de la présente, à l'ouverture d'un sous compte rattaché à la convention de compte courant du client susvisée dans les Conditions Particulières. Ce sous - compte, dénommé compte de règlement, sera destiné à recueillir les contreparties des opérations de Placement Automatisé de Trésorerie, inscrites sur le compte titres dédié.

Le numéro de ce compte de règlement est indiqué aux présentes Conditions Particulières.

Le client s'engage expressément à ne pas effectuer d'opérations sur le compte de règlement en dehors des opérations prévues dans le cadre de la présente convention, à compter de la signature de cette dernière.

Ce compte ne comporte aucun instrument de paiement.

4.4. Ouverture d'un compte titres

4.4.1. Le placement en parts est géré sur un compte titres ouvert obligatoirement à la signature des présentes et spécialement affecté à l'inscription des parts d'OPCVM visées à la présente Convention.

Ce compte est exclusivement destiné à recueillir les opérations effectuées dans le cadre de la présente convention et fait l'objet d'un contrat distinct signé entre le Client et la Caisse d'Epargne. Son numéro figure aux Conditions Particulières de la présente convention.

Le transfert des valeurs retenues pour la composition de l'investissement dans le cadre d'une reprise du portefeuille existant, sera réalisé sous forme d'un « Aller - Retour ».

4.4.2. Les conditions prévues dans la convention de compte titres signée avec le Client s'appliquent aux OPCVM de la présente convention. Néanmoins, il est convenu que les Conditions Particulières et Générales de fonctionnement de la présente convention INTÉGRAL CASH TRÉSORERIE prévalent sur les conditions particulières et générales de la convention de compte titres précitée.

4.4.3. Le Client affecte exclusivement le compte titres désigné aux Conditions Particulières, au fonctionnement de la présente convention pendant toute la durée de cette dernière.

Il s'engage expressément à ne pas effectuer d'opérations sur ce compte titres, en dehors des opérations prévues dans le cadre de la présente convention, à compter de la signature de cette dernière, et à ne pas donner en nantissement ledit compte.

Article 5 - DATE DE VALEUR APPLIQUÉE AUX OPÉRATIONS DÉBITRICES RÉALISÉES SUR LE COMPTE COURANT

Pour des besoins spécifiques relatifs à la bonne réalisation des opérations visées par la présente convention, il pourra être appliqué par la Caisse d'Epargne une date de valeur spécifique aux opérations débitrices réalisées sur le Compte principal et ses sous comptes (à l'exception du compte de règlement). Cette date de valeur est spécifiée dans les Conditions Particulières. Elle ne saurait être antérieure à la date de débit du compte du client.

Article 6 - DISTRIBUTION/RÉPARTITION DES PLUS-VALUES

Les plus-values liées au placement automatisé de trésorerie seront automatiquement distribuées selon les modalités et la périodicité fixées par le Client aux Conditions Particulières et détaillées ci-après.

6.1. Options de répartition

Le Client a la possibilité de choisir l'une des modalités de répartition parmi les cinq modalités qui suivent.

Modalité n°1 : Les plus-values réalisées sont versées en totalité sur le compte principal du client

Modalité n°2 :

Les Plus-values sont distribuées sur chaque compte participant au solde général unique du Client, tel que défini en préambule, au prorata de l'**encours moyen créditeur** de chacun de ces comptes.

Aucune distribution n'est effectuée sur les comptes dont l'encours moyen est **débiteur**.

Un état des plus-values réparties est communiqué à titre informatif au Client selon la périodicité de facturation fixée par le Client dans les conditions particulières.

Modalité n°3 :

Les plus-values sont distribuées sur chaque compte participant au solde général unique du Client, au prorata de l'**encours moyen** de chacun de ces comptes.

Cette distribution est **négative** pour les comptes dont l'encours moyen est **débiteur**.

Un état des plus-values réparties est communiqué à titre informatif au Client selon la périodicité de facturation fixée par le Client dans les conditions particulières.

Modalité n°4 :

Outre une somme forfaitaire versée sur le compte principal selon le pourcentage fixé par le Client aux Conditions Particulières, les Plus-values sont distribuées sur chaque compte participant au solde général unique du Client au prorata de l'**encours moyen** créditeur de chacun de ces comptes.

Aucune distribution n'est effectuée sur les comptes dont l'encours moyen est **débiteur**.

Un état des plus-values réparties est communiqué à titre informatif au Client selon la périodicité de facturation fixée par ce dernier aux Conditions Particulières.

Modalité n°5 :

Outre une somme forfaitaire versée sur le compte principal selon le pourcentage fixé par le Client aux conditions particulières, les plus-values sont distribuées sur chaque compte participant au solde général unique du Client au prorata de l'**encours moyen** de chacun de ces comptes.

Cette distribution est **négative** pour les comptes dont l'encours moyen est **débiteur**.

Un état des plus-values réparties est communiqué à titre informatif au Client selon la périodicité de facturation fixée par le Client dans les conditions particulières.

Article 7 - OPTION : GESTION DES ALLERS/RETOURS

Le Client a la faculté de demander à bénéficier du service des « Allers/retours ».

Ce service consiste, dans le cadre de la présente convention, à liquider la totalité du portefeuille et à effectuer dans la même journée une opération d'investissement selon le solde disponible du compte courant et les modalités d'investissement définies dans les Conditions Particulières.

Dans le cas où le Client a opté pour ce service, la fréquence des « Allers/Retours » est définie aux Conditions Particulières.

Article 8 - COÛT DU SERVICE

8.1. Généralités

La présente convention donne lieu à la perception de frais dont le montant, la périodicité et les modalités de prélèvement sont choisies par le Client aux Conditions Particulières parmi les options proposées et ci-après détaillées.

Ces frais sont prélevés sur le compte indiqué aux Conditions Particulières, par la Caisse d'Epargne en fin de période. Toute période entamée est due.

8.2. Modalités de facturation :

8.2.1. Facturation des frais

Le Client choisit parmi les modalités suivantes :

Modalité n°1 :

- Prélèvement d'une somme forfaitaire sur la période quel que soit le montant de l'encours placé.

Modalité n°2 :

- Prélèvement d'un pourcentage sur le montant des plus-values réalisées sur la période de facturation choisie par le Client sous réserve des montants minimum ou maximum de facturation fixés dans les Conditions Particulières.

Modalité n°3 :

- Prélèvement d'une somme forfaitaire quel que soit le montant de l'encours placé,
et

- Prélèvement d'un pourcentage sur le montant des plus-values réalisées sur la période de facturation choisie par le Client sous réserve du montant maximum de facturation fixé dans les Conditions Particulières.

8.2.2. Facturation de l'option de répartition

Dans l'hypothèse où le client a sélectionné l'option de répartitions des plus-values (Modalités 2, 3, 4 ou 5), il lui sera appliqué une tarification spécifique. Celle-ci s'ajoute à la facturation des frais suscités.

Le montant périodique en est fixé aux Conditions Particulières.

8.3. Exonération de TVA

Il est précisé que la Caisse d'Epargne n'ayant pas exercé l'option pour l'assujettissement à la TVA des opérations bancaires et financières, l'ensemble de ces prestations est exonéré de TVA.

Article 9 - ENTRÉE EN VIGUEUR - DURÉE - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

9.1. Durée

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle prend effet au jour de sa signature.

La saisie de parts d'Organismes de Placements Collectifs sur le compte titres indiqué à l'article 4.4 entraînera de plein droit cessation de la présente convention. Il en est de même en cas de clôture par le Client du compte titres qui y est rattaché.

9.2. Résiliation

9.2.1. Dénonciation ou résiliation sans motif

Chacune des parties aura la faculté de dénoncer ou résilier à tout moment la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception. Cette résiliation prend effet un (1) mois après la date d'envoi de sa notification à l'autre partie.

Cette dénonciation ou résiliation interviendra de plein droit, sans qu'il ne soit nécessaire d'accomplir aucune autre formalité que l'écrit précité.

9.2.2. Résiliation pour faute

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties, aux obligations dont elle a la charge au titre des présentes, et auquel il n'aurait pas été remédié dans un délai de huit (8) jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'autre partie pourra prononcer de plein droit la résiliation de la présente Convention, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait éventuellement prétendre.

9.2.3. Effet de la résiliation

Du fait de la dénonciation ou de la résiliation de la présente convention, il est entendu que la Caisse d'Epargne procédera au dénouement des opérations en cours de la présente Convention et de celles du Compte titres visé.

Le Client reconnaît donc expressément par avance la validité de ces opérations réalisées après la dénonciation ou la résiliation.

A la cessation de la présente convention, le client retrouve l'entière maîtrise du compte titres dédié au fonctionnement de la présente convention - susvisé à l'article 4.4 et dont le numéro est précisé dans les Conditions Particulières - nonobstant toute clause contraire.

Article 10 - INFORMATION DU CLIENT

La Caisse d'Epargne adressera mensuellement au Client en complément des relevés de compte courant et de compte titre dédiés, les relevés d'information suivants :

- un détail des opérations réalisées,
- une information détaillée sur le portefeuille,
- un détail des sommes facturées et de la répartition de la plus-value réalisée,

Ces documents seront adressés au Client par courrier électronique (à l'adresse mail du Correspondant indiquée aux Conditions Particulières).

Il est à noter que le calcul des plus-values réalisées et latentes présenté sur ces états est effectué selon la méthode FIFO (First In First Out).

Article 11 - RESPONSABILITE DE LA CAISSE D'EPARGNE

La Caisse d'Epargne s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au fonctionnement du service de placement automatique de trésorerie conformément à l'objectif défini à la présente convention.

Par ailleurs, la Caisse d'Epargne ne pourra pas être tenue responsable à l'égard du Client, en cas de manquement à l'exécution ou retard dans l'exécution de l'une de ses obligations, dans les cas où ledit manquement ou retard

serait dû à une cause de quelque nature que ce soit hors de son contrôle, telle que notamment coupures de courant, incendies, conflits sociaux, défaillance du centre informatique ou tous événements dus à une cause extérieure, indépendants de sa volonté.

Article 12 - DÉMARCHAGE ET VENTE A DISTANCE(2)

Si le Client a été démarché en vue de la souscription de la présente convention ou si cette dernière a été conclue à distance dans les conditions prévues par les articles L. 341-1 et suivants et L. 343-1 et suivants du Code Monétaire et Financier et même si l'exécution de la présente convention a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, le Client est informé de la possibilité dont il dispose de revenir sur son engagement. Conformément aux dispositions des articles L. 341-16 du Code Monétaire et Financier ou L. 121-20-12 du Code de la Consommation, ce droit de rétractation peut être exercé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la Caisse d'Epargne dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion de la présente convention.

Article 13 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des parties.

Article 14 - TRANSFERT DES DROITS

Il est convenu entre les parties que la transmission du patrimoine de la Caisse d'Epargne à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entraînera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre de la présente Convention, lequel conservera ses pleins et entiers effets.

Article 15 - ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, il est fait élection de domicile par les parties en leurs sièges sociaux indiqués en tête des présentes.

Article 16 - ATTRIBUTION DE COMPÉTENCES - LITIGES

La présente convention est soumise au droit français. Pour toutes contestations pouvant naître de l'exécution de la présente convention ou de son interprétation, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social de la Caisse d'Epargne. La Caisse d'Epargne est adhérente au fond de garantie des dépôts 4, rue HALEVY 75009 Paris. La Commission Bancaire est l'autorité chargée du contrôle de la Caisse d'Epargne. En cas de contestation, le titulaire peut s'adresser à sa Caisse d'Epargne et, à défaut de solution au Médiateur du Groupe Caisse d'Epargne - TSA 10170. 75665 PARIS Cedex 14.

Article 17 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

La collecte des données à caractère personnel portant sur le signataire est obligatoire et a pour finalités la gestion d'INTEGRAL CASH TRESORERIE, ainsi que la gestion du risque et la prospection commerciale. Ces données sont destinées, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement, à la Caisse d'Epargne, responsable du traitement. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

La Caisse d'Epargne est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données. Toutefois, elle peut communiquer ces données à des sous-traitants et/ou des prestataires pour des besoins de gestion.

La Caisse d'Epargne est également susceptible de communiquer ces données aux entreprises du Groupe Caisse d'Epargne à des fins de gestion du risque. La liste de ces entreprises est accessible sur demande auprès de la Caisse d'Epargne qui gère INTEGRAL CASH TRESORERIE.

Les données à caractère personnel que le signataire a transmises conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert dans un pays de l'Union européenne ou hors Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors Union européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations sont mises en place.

Le signataire dispose d'un droit d'accès, de rectification pour toute donnée personnelle le concernant auprès de la Caisse d'Epargne qui gère INTEGRAL CASH TRESORERIE.

Il a également la possibilité de s'opposer, sans frais, à ce que les données le concernant soient utilisées à des fins de prospection commerciale par la Caisse d'Epargne, ou par ses partenaires commerciaux.

Pour utiliser son droit d'opposition, le signataire peut utiliser la case prévue à cet effet à la rubrique signature.

(2) Attention : La réglementation relative au démarchage bancaire et financier ne s'applique pas aux entreprises dont les données financières ou les effectifs dépassent les seuils suivants (Article D.341-1 du Code Monétaire et Financier) :

- cinq (5) millions d'euros pour le total de bilan ;
- cinq (5) millions d'euros pour le chiffre d'affaires ou à défaut pour le montant des recettes ;
- cinq (5) millions d'euros pour le montant des actifs gérés ;
- cinquante (50) personnes pour les effectifs annuels moyens.

Ces seuils ne sont pas cumulatifs. Ils sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou à défaut des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Côte d'Azur, société anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance, régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier – Capital social 395.033.520 euros – 455, promenade des Anglais, 06200 Nice – 384 402 871 RCS NICE – Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 199. Titulaire de la carte professionnelle Transactions sur immeubles et fonds de commerce, sans perception d'effets ou valeurs, n° CPI 0605 2017 000 019 152 délivrée par la CCI Nice-Côte d'Azur, garantie par la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions, 16 rue Hoche - Tour Kupka B – TSA 39999 - 92919 La Défense Cedex. Adresse postale : CS 3297 06205 Nice Cedex 3